Zeitschrift: Wissen und Leben
Herausgeber: Neue Helvetische Gesellschaft
Band: 24 (1921-1922)

Artikel: Les nations à Genève
Autor: Bovet, E.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-748956

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LES NATIONS À GENÈVE

CINQUIÈME ARTICLE

* * *

LE BILAN

Le travail accompli par la 2e Assemblée de la Société des Nations a été analysé ici en quatre articles (nos 3, 5, 6 et 7) et groupé par matières: questions politiques, — questions humanitaires, — questions administratives et économiques, — mesures tout spécialement destinées à assurer la paix. Il nous reste maintenant à établir un bilan sommaire, par Doit et Avoir.

Quels sont les résultats nettement positifs?

C'est d'abord la constitution de la Cour permanente de justice internationale; succès immense, qui suffirait, à lui seul, pour légitimer l'existence de la Société des Nations; il faudra surmonter bien des difficultés encore, mais enfin le principe est désormais consacré et plus rien ne saurait l'effacer de la conscience des peuples civilisés. — C'est ensuite une amélioration certaine du Pacte, grâce à plusieurs amendements dont le Secrétariat saura bien obtenir la ratification. — C'est le rapatriement de presque un demi-million de prisonniers de guerre et la lutte victorieuse contre le typhus exanthématique et le choléra. — Et c'est le fait que plusieurs conflits politiques très graves ont été résolus pacifiquement ou du moins notablement atténués par la discussion publique ou par l'intervention du Conseil: l'affaire des îles Aaland, celle de la Haute-Silésie, les conflits Yougoslavie-Albanie, Pologne-Lithuanie, Bolivie-Chili. Ces trois dernières affaires ne sont pas encore liquidées, il est vrai, mais du moins la guerre a-t-elle été évitée jusqu'ici; c'est déjà un gain certain; le monde civilisé a eu le temps de se former une opinion, et cette opinion est un avertissement solennel à l'adresse des parties.

D'autres résultats, moins nets, sont pourtant favorables ou en voie de solution favorable.

C'est la protection des minorités (ethniques, politiques, religieuses); la législation sur la traite des femmes et des enfants; la lutte contre l'opium; l'organisation du travail intellectuel, ten-

dant à répandre un esprit international; [1]) et enfin — peut-être — le rétablissement de l'équilibre économique et financier en Europe. (La Conférence de Gênes — décidée à Cannes — répond entièrement à l'esprit de la Société des Nations; va-t-elle être renvoyée? ne réussira-t-elle pas mieux que celle de Washington? Quoi qu'il en soit, l'idée est en marche; elle finira par triompher des politiciens et des diplomates de l'ancienne école.)

Tel est l'actif de la situation actuelle. Quel est le passif?

La question si importante des mandats est en souffrance; elle n'a pas avancé d'un pas. C'est une question très grave, à ne pas perdre de vue. Si les Etats mandataires continuent à jouer certaine comédie, il faudra les dénoncer sans ménagements à l'opinion publique. — Des échecs certains, j'en vois trois: le sort de l'Arménie, la déportation des femmes et enfants en Turquie, et les secours au peuple russe. — Quant à la question capitale, celle de la réduction des armements, elle semble d'abord n'avoir pas avancé davantage que celle des mandats; néanmoins le cas est assez différent. Le problème des mandats, si important qu'il soit, n'exige pas une solution immédiate et ne s'impose pas encore directement à la conscience publique en Europe; mais bien par contre celui des armements! Qu'on ne se fasse aucune illusion à ce sujet, ni en France, *ni en Suisse,* ni ailleurs! La réduction progressive des armements est une condition essentielle de la paix durable et de l'équilibre économique; elle est aussi une nécessité morale pour tous les bons Européens, à quelque parti qu'ils appartiennent. Nous ne voulons rien brusquer, mais c'est à une condition: qu'on commence à désarmer, ne fût-ce que modestement et prudemment! Quand les Gouvernements et les Etats-majors daigneront s'informer de l'état d'esprit des bons citoyens, ils verront que notre patience a ses limites, que notre volonté est inébranlable; s'ils sont un peu intelligents, ils se garderont de lasser notre patience... La réduction progressive des armements est désormais la première à l'ordre du jour de la Société des Nations. Elle se réalisera; sinon, ce sera

[1]) A ce propos je signale à nos lecteurs le 3e *Congrès international d'éducation morale* qui siègera à Genève du 28 juillet au 1er août. Il a mis à son ordre du jour deux grands sujets: 1) l'esprit international et l'enseignement de l'histoire; 2) la solidarité et l'éducation. Ce Congrès est patroné par le Conseil Fédéral et par le Conseil d'Etat genevois. Pour tous renseignements s'adresser à l'Institut J.-J. Rousseau, Taconnerie 5, Genève.

la catastrophe. La 2e assemblée l'a déjà compris, dans sa majorité; il faut que la 3e assemblée aboutisse à un résultat, à un acte.

Faisons la balance: le résultat est certainement positif; il est encourageant. De tous les organes qui travaillent à reconstruire le monde, la Société des Nations est le seul dont on puisse dire cela; et déjà nous ne saurions plus nous représenter le monde de demain sans cet organe qui est la somme des bonnes volontés. La civilisation nouvelle ne se construira ni en un mois, ni en un an, ni en dix ans; il faut nous armer de patience; non pas d'une patience expectative, mais d'une patience active, obstinément créatrice, pour laquelle un premier succès n'est qu'une raison de faire mieux encore.

* * *

La force de la Société des Nations lui vient de plusieurs facteurs: les individualités, l'opinion publique, la nécessité.

Les lecteurs qui ont pris la peine de suivre attentivement mes quatre premiers articles savent déjà quelles sont les grandes individualités de l'Assemblée: Nansen, Branting (aujourd'hui Président du ministère en Suède), Lange (secrétaire général de l'Union interparlementaire), Hymans, Robert Cecil, Fisher, Murray; c'est-à-dire presque tous des Scandinaves et des Anglo-Saxons. Je fais encore une place à l'Hindou Srinavasa-Sastri, dont le discours (voir ici page 110) a eu sur moi une influence décisive; c'est à son appel que j'ai répondu en quittant le professorat pour me vouer entièrement à la propagande en faveur de la Société des Nations. Quant à Balfour, quiconque l'a entendu ne peut que regretter de voir cette grande autorité au service de l'opportunisme. Ce regret est plus vif encore, quand on songe à Léon Bourgeois; il fut un des premiers à travailler, voici déjà bien des années, à ce qui est aujourd'hui en voie de réalisation; nous nous inclinons tous avec reconnaissance devant la noblesse de sa pensée; son autorité morale est considérable; pourquoi donc faut-il qu'il s'efface pour ainsi dire devant les responsabilités, quand sonne l'heure de l'action? Toute la déférence que j'ai pour lui ne saurait m'empêcher de poser cette question tragique.

Les Etats scandinaves sont à la tête du mouvement; ce sera leur gloire devant l'histoire. L'Angleterre, naturellement plus puis-

sante, joue un rôle prépondérant; on lui a déjà reproché d'accaparer la Société des Nations; reproche étrange, qui ne peut venir que de gens bien mal informés; les voix dont disposent l'Angleterre et ses Dominions (à supposer qu'elles soient toujours d'accord) sont peu de chose dans une réunion de 52 Etats; ce qui fait la force des Anglo-Saxons, c'est le sérieux avec lequel ils suivent toutes les discussions, c'est le bon sens et la noblesse de leurs interventions; je crois pour ma part à leur conviction idéaliste; mais s'ils y ajoutent peut-être encore cette intuition pratique, que la Société des Nations est la plus solide des réalités prochaines, eh bien, tant mieux! L'histoire m'a appris depuis longtemps que l'idéalisme et le sens des réalités ne s'excluent nullement; au contraire! Les républiques de l'Amérique du Sud font aussi une excellente impression; elles sont encore très jeunes; elles ont donc l'absolutisme et la rudesse de la jeunesse; mais elles ont la foi, et c'est l'essentiel; elles méritent qu'on ait foi en elles. — Pour des raisons qui m'échappent en bonne partie, l'Italie semble tenir à ne jouer qu'un rôle plutôt effacé; ses délégués (de grand mérite, par où l'on voit quelle importance elle accorde à la Société des Nations) travaillent beaucoup dans les Commissions, mais ne parlent que très rarement devant l'Assemblée (je ne sache pas que Scialoja ait jamais parlé); cela changera sans doute; je connais assez l'Italie pour ne pas m'inquiéter de la crise actuelle et pour savoir qu'elle a *beaucoup* à nous donner.

De par sa tradition séculaire et plus encore de par son histoire la plus récente, la France serait appelée à l'action la plus efficace, la plus décisive. C'est d'elle qu'on attend la solution généreuse et lumineuse des problèmes qui menacent d'écraser l'Europe. — Les hommes qui dirigent la politique française depuis quelques années sont sans doute très intelligents; ils ont cent raisons d'être prudents, de ne pas vouloir que leur pays, saigné par la guerre, soit encore la dupe d'un enthousiasme irraisonné. On s'étonne pourtant de les voir méconnaître gravement certains faits psychologiques, certaines nécessités d'un monde nouveau, et s'obstiner dans la direction de Clemenceau. De tous les vainqueurs de 1918 aucun n'hésitera à reconnaître à la France le tout premier rang; à supposer que cette gloire, si méritée, lui vaille quelques envieux dans certains milieux, n'est-il pas évident qu'une autre victoire, plus dif-

ficile, remportée sur elle-même, lui vaudrait la reconnaissance durable des démocraties du monde entier? Cette France-là, inaugurant une ère nouvelle, serait sacrée; qui donc oserait y toucher encore? et qui donc oserait lui refuser les réparations légitimes? J'esquisse ainsi, très sommairement, un problème qu'il faudra reprendre plus en détail. Pour le moment je me contente de citer une page, absolument exacte, écrite par un bon Français: „Pour que la Société des Nations vive, il faut qu'on en veuille la réalisation franchement, sans arrière-pensée. Or de tous les peuples qu'elle embrasse, il n'y en a pas un auquel cette volonté soit plus facile qu'à la France. — La Société des Nations est déjà désirée depuis plusieurs siècles par notre pays: elle fait partie de ses traditions et de son idéal; elle répond à une tendance profonde des cœurs français. — Mais elle est aussi (et il faut le comprendre) la meilleure sauvegarde, à l'heure actuelle, des intérêts de notre pays. — Demain enfin, si nous le voulons, elle nous offrira les moyens de réaliser une politique digne de notre nom et de notre passé.“ [1])

Comme deuxième facteur de force, j'indiquais tout à l'heure l'opinion publique. Dans plusieurs pays, les gouvernements (et surtout les Etats-majors!) ne voient pas d'un œil très favorable cette Société nouvelle qui a le tort de donner un coup de balai à certaines toiles d'araignée. A cette sourde hostilité il faut répondre par une propagande intense qui instruira les peuples; c'est la mission des diverses associations nationales, auxquelles l'association anglaise devrait être un modèle.

Quant à la nécessité pratique, il n'est plus besoin de la démontrer. Seule une paix intelligente peut nous préserver de la guerre; cette paix est inimaginable sans la collaboration constante et méthodique de tous les Etats civilisés; collaboration qui implique chez tous l'acceptation de certains principes supérieurs à la souveraineté de chacun. Qu'on ne vienne pas agiter sans cesse devant nous l'épouvantail d'un Super-Etat! Il n'est pas question de supprimer, ni même de limiter les droits légitimes des Etats; mais puisque, *en fait,* tous les peuples civilisés sont solidaires, et puisque toute guerre entre deux Etats européens devient *forcément* une guerre européenne et même mondiale, aucun Etat n'a plus le droit

[1]) *La Société des Nations et la France,* par René Brunet, professeur à la Faculté de Droit de Caen. Recueil Sirey, 1921.

d'embraser et d'ensanglanter l'Europe pour une affaire qui peut s résoudre désormais devant la Cour permanente de justice inte nationale. Telle est l'évolution des groupes humains vers un group toujours plus vaste; telle est la nécessité, démontrée par la dernièr guerre. Ne pas le voir et s'obstiner dans une conception suranné c'est faire preuve d'une ignorance et d'une bêtise criminelles.

La collaboration de *tous* les Etats civilisés... A tous égard il serait absurde de prolonger l'exclusion de l'Allemagne; qu'o lise à ce sujet, dans ce fascicule, le manifeste signé par la Ligu française des Droits de l'Homme et par le Bund Neues Vaterlan J'y reviendrai dans un autre article. — La Russie est en train c s'assagir; on l'a invitée à Gênes; le jour viendra où on lui fe sa place à Genève. — Les Etats-Unis d'Amérique se tiennent l'écart; nous ne comprenons rien à cette politique, mais serait-c là pour nous une raison de ne pas agir? Certes non.[1])

En 1633 Galilée fut emprisonné pour avoir affirmé que la ter tourne sur son axe. — Woodrow Wilson n'a pas été emprisonn on s'est contenté de le bafouer. Patience! A la statue de „L Liberté éclairant le monde" qui se dresse à l'entrée du port c New-York, les peuples européens répondront un jour par une statu en l'honneur de Wilson, et ce sera, d'une rive à l'autre de l'Océa la Paix saluant sa mère, la Liberté.

D'ailleurs, à quoi bon des statues? L'œuvre durable, immens à laquelle nous travaillons, s'appelle la Société des Nations; c'e vers elle que convergent l'attente et l'énergie de ces millions d'âm pour qui le progrès humain n'est pas un vain mot, et pour qui vie, la seule digne d'être vécue, est un élan créateur.

ZURICH E. BOVET

□□□

Alte Wahrheiten sind neidisch auf junge. Aber es zeigt sich, dass ein Kleiderkummer ist. Denn du versöhnst sie sogleich, wenn du dein jungen Wahrheit die abgetragenen Gewande ihrer Muhmen anziehst.

HEINRICH LONCAR

□□□

[1]) Dans les *Daily News* du 30 janvier je lis un article: „Is Wilsonis dead?" On y trouve une série de faits qui semblent révéler une évoluti très intéressante de l'opinion publique aux Etats-Unis.